



Déclaration préliminaire de Kevin Page, directeur parlementaire du budget, devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes le 30 octobre 2012

Bonjour, monsieur le président, madame et monsieur les vice-présidents, mesdames et messieurs les membres du comité.

Je vous remercie de nous avoir invités, mes collègues et moi, à venir vous parler aujourd'hui des perspectives économiques et financières du Canada. Hier, comme vous le savez, le DPB a publié deux rapports :

- le premier, sur les perspectives à court et à moyen terme;
- le deuxième, sur la situation du marché du travail au Canada.

De plus, il y a à peine un peu plus d'un mois, le DPB a publié le *Rapport sur la viabilité financière de 2012*, dans lequel il examine la structure financière du Canada dans une perspective à plus long terme.

Mes observations vont porter sur trois sujets qui sont au cœur du mandat du DPB :

1. les perspectives économiques et financières de la nation à moyen terme;
2. la viabilité financière du gouvernement à long terme;
3. la situation du marché du travail au Canada.

Perspectives économiques et financières

Les perspectives économiques mondiales se sont détériorées depuis la publication des *Perspectives économiques et financières* (PEF) du DPB d'avril 2012 (diapositive 1). Dans la dernière parution des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international (FMI), on révèle que l'incertitude qui règne quant à la capacité des décideurs de maîtriser la crise de l'euro et d'éviter le « précipice budgétaire » (en raison d'augmentations des impôts et de réductions des dépenses publiques automatiques) aux États-Unis bride la croissance dans les pays avancés aussi bien que dans les pays émergents et les pays en développement.

La faiblesse prévue de l'économie mondiale et des cours des produits de base, combinée aux mesures gouvernementales de réduction des dépenses et d'austérité, va contribuer à brider la croissance économique et la création d'emplois. En conséquence, le DPB prévoit que le PIB réel du Canada progressera de 1,9 % cette année, de 1,5 % l'an prochain et de 2,0 % en 2014. La faiblesse de la croissance à court terme éloignera encore plus l'économie de son potentiel (diapositive 7), ce qui aura pour effet de faire remonter le taux de chômage à court terme.

Depuis la parution des *Perspectives économiques et financières* du DPB d'avril, les prévisionnistes du secteur privé ont révisé à la baisse leurs perspectives de croissance du PIB réel en 2012 et en 2013 pour les rapprocher de celles du DPB d'avril (diapositive 9). Par rapport à la moyenne des prévisions du secteur privé de septembre, le DPB prévoit une croissance plus timide du PIB réel et une moindre inflation du PIB en 2013 et en 2014. En conséquence, ses prévisions quant au PIB nominal – la plus large mesure de l'assiette fiscale du gouvernement – sont inférieures d'environ 22 milliards de dollars par an, en moyenne, à la projection reposant sur la moyenne des prévisions du secteur privé. Le DPB estime cependant que la résultante des risques dans les perspectives du PIB nominal établies par le secteur privé tend vers le bas et reflète sans doute des conséquences plus lourdes des compressions des dépenses du gouvernement et la plus grande lenteur de la reprise de l'économie américaine, ainsi que des divergences de vues quant aux cours des produits de base et à leur incidence sur la croissance du PIB réel et sur l'inflation du PIB.

Sur la foi de ces prévisions économiques, les prévisions financières du DPB montrent une amélioration importante du solde budgétaire du gouvernement qui est passé d'un déficit de 18,1 milliards de dollars (1,0 % du PIB) en 2012-2013 à un excédent de 13,8 milliards de dollars (0,6 % du PIB) en 2017-2018 (diapositive 14). Cette amélioration s'explique en partie par un rebond cyclique des revenus, mais peut être attribuée principalement aux mesures prises pour réduire les dépenses d'exploitation. D'après les perspectives présentées dans le budget de 2012, les charges de programme directes du gouvernement seront essentiellement gelées pendant six ans : elles progresseront en moyenne de 0,2 % par an, ce qui est bien en deçà de la moyenne de 6,3 % observée au cours des dix dernières années (diapositive 13).

Compte tenu de l'estimation qu'il fait de la résultante des risques associés aux projections économiques établies par le secteur privé, le DPB estime que la probabilité d'atteindre l'équilibre budgétaire ou mieux est d'environ 60 %, 70 % et 75 % en 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 respectivement (diapositive 15).

Viabilité financière

Le DPB entrevoit que le solde budgétaire structurel du gouvernement passera d'un déficit à un excédent à moyen terme, mais pour déterminer si la structure financière d'un gouvernement est viable, il faut analyser la situation à plus long terme de manière à prendre en compte les conséquences économiques et financières du vieillissement de la population.

Dans le *Rapport sur la viabilité financière de 2012* (RVF), le DPB a conclu que la structure financière du gouvernement était viable à long terme compte tenu de mesures adoptées récemment, à savoir :

- la réduction de la progression du Transfert canadien en matière de santé (TCS) après 2016-2017;
- les réductions des charges de programme directes;
- le relèvement de l'âge de l'admissibilité aux prestations de Sécurité de la vieillesse (diapositive 19).

Le DPB a estimé que le gouvernement aurait une marge de manœuvre suffisante – elle représenterait 1,4 % du PIB – pour réduire les impôts, augmenter les dépenses de programme ou les deux sans compromettre sa viabilité financière.

Le DPB est heureux de constater que, la semaine dernière, Finances Canada a publié un rapport sur le vieillissement de la population du Canada et la viabilité à long terme des finances publiques. Le rapport de Finances Canada confirme les analyses faites par le DPB de la structure financière du gouvernement fédéral et présentées dans :

1. son RVF de septembre 2011;
2. son analyse du renouvellement du TCS de janvier 2012;
3. son RVF de septembre 2012.

C'est-à-dire que, avant la modification du TCS par le gouvernement en décembre 2011, la structure financière fédérale n'était pas viable puisque la dette fédérale par rapport au PIB allait augmenter constamment à long terme. Le DPB a fait observer dans son évaluation de janvier 2012 que par suite de la réduction du taux d'augmentation du TCS, la structure financière fédérale était maintenant viable. En outre, l'évaluation de janvier 2012 du DPB n'incluait pas les mesures de réduction et de restriction des dépenses de programme ni le relèvement de l'âge d'admissibilité à la SV.

Situation du marché du travail au Canada

Dans son rapport sur le marché du travail, le DPB brosse un portrait plus complet du marché du travail au Canada :

- en analysant un large éventail d'indicateurs du marché du travail;
- en comparant les niveaux effectifs à ses estimations des tendances sous-jacentes;
- en prenant en compte des périodes plus longues qui englobent les récessions antérieures;
- en comparant la tenue récente du Canada à ce chapitre à celle d'un groupe important d'économies avancées.

La plupart des indicateurs clés du marché du travail au Canada se sont considérablement améliorés par rapport aux creux enregistrés pendant la récession, mais demeurent inférieurs aux estimations du DPB sur les valeurs tendanciennes sous-jacentes. Selon l'analyse du DPB, durant le cycle actuel, le marché du travail s'est comporté généralement mieux par rapport aux cycles économiques des années 1980 et 1990. Par comparaison, le Canada a un marché du travail beaucoup plus dynamique que les États-Unis et certains pays d'Europe et se situe au-dessus de la moyenne des pays du G7 et de l'OCDE.

Amélioration de la transparence et de la reddition de comptes en matière budgétaire

Le DPB est heureux de constater que Finances Canada publie maintenant ses estimations du solde budgétaire structurel (ou corrigé des fluctuations conjoncturelles) du gouvernement sur la base des Comptes publics dans ses *Tableaux de référence financiers*. Tout comme celles du DPB, les estimations de Finances Canada font maintenant état d'un déficit structurel relativement petit mais croissant sur la période 2008-2009 à 2011-2012 (diapositive 20).

Cependant, dans l'intérêt d'une transparence et d'une reddition de comptes encore plus grandes en matière budgétaire, le DPB encourage Finances Canada à publier :

- des estimations historiques et des projections à moyen terme (c.-à-d. sur cinq ans) du PIB potentiel (revenu), accompagnées de la méthodologie et des hypothèses sur lesquelles elles reposent;
- des projections à moyen terme du solde budgétaire structurel (ou corrigé des variations cycliques) du gouvernement du Canada, accompagnées de la méthodologie et des hypothèses sur lesquelles elles reposent;
- les analyses de viabilité des finances publiques des administrations provinciales et territoriales qu'il a préparées, et dont le vérificateur général a fait état dans son récent rapport.

Nous vous remercions encore une fois de nous avoir donné l'occasion de prendre la parole devant vous aujourd'hui. Nous sommes prêts à répondre à vos questions.